Chef.fe d'équipe – Luanda, Angola

Description de la Mission :

Expertise France est l'agence publique française de coopération internationale. Elle conçoit et met en œuvre des projets visant à contribuer au développement des pays partenaires. L'unité justice du département gouvernance mène des projets visant à renforcer les systèmes judiciaires et la bonne gouvernance du secteur de la justice dans de nombreux pays partenaires.

Dans le cadre du Projet de Renforcement de l'Etat de droit et de la justice en Angola financé par l'Union européenne à hauteur de 25 millions d'euros, Expertise France s'est vue confier la mission de mise en œuvre en partenariat avec Camões et l'ONUDC. Tandis que Camões assurera le rôle de chef de file du projet, Expertise France sera chargé de la mise en œuvre de la composante visant le *Renforcement de la performance et du professionnalisme du système judiciaire angolais*, pour laquelle nous recrutons un(e) chef(fe) d'équipe, basé(e) à Luanda.

Sous la supervision de la Direction Pays, le/la chef(fe) d'équipe sera appuyé(e) dans sa mission par une équipe composée d'un chargé de projet, d'experts-clés (deux experts internationaux et deux experts nationaux), ainsi que d'une unité de support projet également basées à Luanda. L'équipe projet sera hébergée au bureau pays.

Le/la chef(fe) d'équipe sera responsable de la bonne exécution du projet, de l'atteinte des objectifs fixés et de l'application des procédures d'Expertise France, à travers la réalisation des tâches suivantes :

Pilotage :

- Responsable de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi de la stratégie globale du projet en coordination avec les partenaires et le bailleur (UE) ;
- Responsable de la cohérence des activités et livrables du projet par rapport aux résultats à atteindre ;
- Responsable du planning des activités, de sa bonne exécution dans le calendrier imparti ;
- Responsable de la coordination des acteurs : point de contact entre Expertise France, les partenaires angolais et internationaux, le bailleur, les experts, et autres acteurs dans les domaines couverts par le projet ;
- Responsable de la coordination, de la préparation et de la représentation dans le Comité de Pilotage (COPIL) et autres instances de pilotage : préparation des documents de travail et ordres du jour, représentation du projet lors des réunions, suivi de la mise en œuvre des décisions prises ;
- Responsable pour faciliter le pilotage entre les agences d'exécution (Camões, , ONUDC et EF) pour garantir la complémentarité et la synergie des actions ;
- Responsable du suivi des avancements du projet sur la base des indicateurs de performance, en lien avec les personnes ressources en charge du suivi-évaluation du projet ;
- Responsable de la redevabilité interne du projet (exercice de suivi et planification de l'agence) ;

- Responsable du reporting technique du projet – rédaction de notes et compte rendus d'activités du projet ; rédaction des rapports narratifs (démarrage, intermédiaires et final) sur la base des livrables des experts et en étroite collaboration avec les experts clés.

Gestion d'équipe :

- Coordination régulière avec le siège d'Expertise France et l'Unité de Support au Projet (USP) à Luanda pour assurer la cohérence administrative, logistique et opérationnelle du projet ;
- Garantie de la bonne exécution des activités dans les délais impartis, conformément à l'offre technique, au cadre logique et aux obligations contractuelles.

Gestion financière :

Le/la chef(fe) d'équipe s'appuiera sur les ressources du siège d'Expertise France et l'Unité de Support au Projet (USP) à Luanda, qui seront en charge de la gestion financière du projet. Toutefois, le/la chef(fe) d'équipe s'assurera de la bonne transmission des informations qui leur seront nécessaires pour :

- La mise en place et le bon fonctionnement des outils de suivi budgétaire ;
- Le suivi régulier de la consommation budgétaire du projet ;
- L'exécution correcte et dans les délais des paiements ;
- La réalisation des exercices de reporting financier internes (RPP, BR, PA,, etc.) et externes (rapports intermédiaires et final) ;
- La conformité globale des procédures financières; et de veiller à la qualité, la réactivité et l'exactitude des contributions fournies par l'USP.

Gestion administrative :

De la même façon que pour la gestion financière, le/la chef(fe) d'équipe sera responsable de la transmission à la Direction pays/USP des informations nécessaires et garantir la conformité globale des procédures pour :

- La passation de marché, la rédaction et la signature des contrats, en respectant la bonne application des procédures de marchés publics ;
- Le suivi de l'exécution des contrats, s'assurant du respect des délais et des conditions convenues ;
- La supervision des processus administratifs liés à la gestion contractuelle, afin de garantir l'efficacité et la conformité à chaque étape.

Gestion logistique :

- Supervision de la logistique des événements et activités, missions d'experts, visites d'étude, comités de pilotage etc ;

Coordination des communications :

- Coordination des activités de communication du projet, le/la chef(fe) d'équipe organise et diffuse l'information auprès des différentes parties prenantes et du public, supervise les prestataires et experts recrutés pour l'exécution d'activités de communication.

- Responsable pour représenter Expertise France et le projet auprès des autorités angolaises, de la Délégation de l'Union européenne, et des partenaires institutionnels ;

Description du projet ou contexte :

L'Angola a exprimé le souhait d'être appuyé dans le renforcement des institutions démocratiques et la promotion d'une gouvernance transparente et responsable. En effet, les institutions judiciaires angolaises sont affaiblies par un manque global de ressources (humaines et financières), de formation adéquate pour les professions de la justice, ainsi que d'indépendance vis-à-vis des pressions politiques.

Tout ceci affecte la capacité de ces institutions à rendre justice de manière équitable et efficace. Par ailleurs, une grande partie de la population – notamment dans les zones rurales – ont un accès limité voire très limité à la justice en raison de divers obstacles (accessibilité limitée, développement partiel de la carte judiciaire, connectivité limitée, etc.).

De plus, des préoccupations demeurent concernant le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales en Angola, et la corruption est encore à ce jour considéré comme un problème majeur dans le pays ; d'où la nécessité de pallier au plus vite à ces problématiques, ce qui passe par l'engagement de nombreuses réformes. En cela, des objectifs de modernisation et d'harmonisation du cadre juridique angolais avec les normes internationales sont envisagés, afin de garantir une meilleure protection des droits et une administration plus efficace et juste.

Pour ce faire, l'ensemble des acteurs du système judiciaire angolais (ex : juges, procureurs, avocats, personnel administratif, huissiers etc.) ont avant tout besoin de se former continuellement et de consolider leurs connaissances ainsi que leurs savoir-faire. De la sorte, ils pourront ainsi améliorer leurs compétences et leur efficacité.

Enfin, la coopération avec des partenaires internationaux – avec EF en tant que facilitateur – peut apporter un soutien technique essentiel pour la mise en œuvre de ces réformes en faveur du renforcement des institutions judiciaires et de l'Etat de droit en Angola.

Le projet « Renforcement de l'Etat de droit et de la justice en Angola » a comme principaux objectifs :

- Composante 1 : Renforcer la performance et le professionnalisme du système judiciaire ;
- Composante 2 : Renforcer la lutte contre le crime organisé, avec un focus sur le blanchiment de capitaux, la corruption, la confiscation d'actifs, ainsi que la promotion d'institutions transparentes et responsables ;
- Composante 3 : Appuyer la digitalisation de l'administration publique et la protection des données personnelles, le droit à la vie privée et la cyber sécurité.

Expertise France aura la responsabilité de mettre en œuvre la première composante, qui recoupe des thématiques diverses liées à la qualité, l'indépendance, l'efficacité du système judiciaire ainsi que l'accès des citoyens, notamment les plus vulnérables, à la justice. La mise en œuvre de la composante impliquera la mobilisation de diverses institutions françaises, tel que le Ministère de la justice et notamment la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, l'Ecole Nationale de la Magistrature, l'Ecole Nationale des Greffes, le Conseil National des Barreaux, et la Chambre Nationale des Commissaires de Justice, mais également d'autres institutions publiques européennes et internationales.

Profil souhaité :

Éducation et qualifications :

- Titulaire d'un master en droit, sciences politiques, gestion de projets ou équivalent
- Maîtrise du portugais et du français est requise ; la maîtrise de l'anglais constitue un atout.

Expériences Professionnelles requises :

- Minimum 8 ans d'expérience en gestion de projets internationaux, dont au moins 4 ans dans le domaine de la coopération internationale ;
- Expérience et connaissance approfondie du secteur de la justice, des systèmes judiciaires, des réformes judiciaires et des mécanismes de gouvernance juridique dans des contextes internationaux ;
- Expérience dans la gestion de projets financés par des bailleurs internationaux, notamment l'Union européenne, de préférence dans des domaines liés à la justice ;
- Expérience en dialogue institutionnel et coordination des parties prenantes.
- Solide expérience dans la gestion d'équipes et d'initiatives impliquant plusieurs parties prenantes dans un environnement complexe.
- Une expérience en Afrique subsaharienne, en particulier en Angola, et/ou une connaissance du pays serait un atout ;
- La connaissance des procédures d'Expertise France est un atout.

Compétences :

- **Gestion de projet** : Solides compétences en planification, gestion budgétaire et gestion des risques.
- **Coordination des parties prenantes** : Capacité à engager et porter le dialogue avec les institutions gouvernementales et les partenaires internationaux.
- **Compétences analytiques** : Capacité à développer des recommandations politiques et des orientations stratégiques.
- **Leadership** : Capacité à gérer des équipes multiculturelles et à créer un environnement de travail collaboratif.
- **Compétences en communication** : Capacité à rédiger des rapports, présenter des résultats et faciliter des discussions à haut niveau. Maîtrise des outils informatiques et de communication (traitement de texte, présentation...).

- **Résolution de problèmes** : Capacité à anticiper les défis et à mettre en œuvre des solutions efficaces.

Informations complémentaires :

Date de prise de poste estimée : Septembre 2025

Durée : CDDU de 12 mois, renouvelable pour toute la durée du projet (4 ans)

Date limite de candidature : 15 juin 2025